



CHAPITRE 185

LOI POURVOYANT A UN JOUR DE REPOS PAR SEMAINE POUR LES EMPLOYÉS DANS CERTAINES INDUSTRIES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
du repos hebdomadaire.

2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil Personnes
de décréter que toutes personnes qui, comme proprié- tenues de
taires, locataires ou occupants, tiennent, opèrent ou con- donner un
duisent un hôtel, un restaurant ou un club, sont tenues jour de repos
d'accorder à leurs employés un jour de repos hebdoma- hebdoma-
daire de vingt-quatre heures consécutives. 8 Geo. V, daire à leurs
c. 53, s. 1; 15 Geo. V, c. 54, s. 1. employés.

3. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur Le lieutenant-
en conseil de faire des règlements pour donner effet à la gouverneur
présente loi et déterminer à quels établissements elle fait les règle-
s'applique, quelles personnes peuvent en bénéficier et de ments, etc.
de quelle manière elle est applicable. 8 Geo. V, c. 53, s. 2.

4 Avis doit être donné dans la *Gazette officielle de* Avis dans la
Québec de la mise en vigueur des dispositions ci-dessus, *Gaz. officielle.*
et, à compter de la date de la publication de tel avis,
les intéressés sont tenus de s'y conformer. 8 Geo. V,
c. 53, s. 3. (*)

5. Toute personne qui enfreint les dispositions de Pénalité pour
la présente loi ou les règlements que le lieutenant-gou- infractions.
verneur en conseil peut édicter est passible d'une amen-
de n'excédant pas cinquante dollars et des frais, et
d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut
de paiement. 8 Geo. V, c. 53, s. 4.

6. Les poursuites en vertu de la présente loi ou des Poursuites
règlements sont intentées par l'un des inspecteurs, par les ins-
devant un juge des sessions ou un magistrat de police pecteurs.
Tribunal
compétent.

(*) Règlements.—O. C., No. 546, 11 mai 1918; 9 Geo. V, page V.

dans les cités de Montréal et de Québec, et devant le magistrat de district ou devant tout juge de paix de l'endroit où l'infraction a été commise.

Dépôt requis
en certains
cas.

Ces poursuites peuvent être aussi intentées par toute autre personne pourvu que le poursuivant dépose, au préalable, entre les mains de la personne qui émet les sommations, la somme de vingt dollars pour garantir le paiement des frais résultant de la poursuite. 8 Geo. V, c. 53, s. 5.

Procédure
suivie.

7. La procédure suivie est celle prescrite par la Loi des convictions sommaires (chap. 165). 8 Geo. V, c. 53, s. 6.

Les inspec-
teurs ont
accès dans les
établisse-
ments.

8. Tout inspecteur des établissements industriels est autorisé à entrer à toute heure dans les établissements visés par la présente loi pour s'enquérir de la manière dont elle est appliquée. 8 Geo. V, c. 53, s. 7.



